PRESSE-TOI À GAUCHE !

Une tribune pour la gauche québécoise en marche

Édition papier du 20 mars 2007

Merci de diffuser et de recycler

www.pressegauche.org

Mises à jour régulières jusqu'au 26 mars

Sur le site cette semaine:

La relève a sa place sur la Colline parlementaire

Toute l'égalité, l'égalité pour toutes : mission inachevée !

Ultimes jours de campagne
Le dernier droit

Voter Québec solidaire
Pour construire l'avenir dès aujourd'hui !

La citoyenneté rampante
Appui collectif à Québec solidaire

Le PQ propose peu pour les familles

L'ADQ, c'est quoi au juste ?

Ce qui arrivera à la gauche sans proportionnelle
Machiavel prendra le pouvoir !

Élections et culture : élargir le débat

Une impossible promiscuité politique

Vers la gratuité scolaire

Le dégel et la banalisation des inégalités

par Antoine Casgrain

Le Parti libéral et son chef Jean Charest ont commencé la campagne électorale sous le signe du dégel des frais de scolarité. Les éditorialistes et beaucoup de lecteurs ont félicité le Premier ministre pour son courage et sa détermination face au « lobby étudiant ». Pourtant, loin d'être un acte courageux, le dégel de frais de scolarité est un acte lâche. Il s'agit d'abandonner un projet démocratique : l'égalité des chances devant l'éducation supérieure.

Il y a deux ans, les revendications étudiantes pour le maintien des bourses dans le régime d'aide financière avaient récolté un large soutien. Pourquoi l'opposition au dégel de frais de scolarité à l'université n'attire-t-elle pas une telle sympathie ? Pour plusieurs, les coupures dans les prêts et bourses affectent les « vrais » pauvres. Augmenter les frais de scolarité affecterait les mieux nantis. Rien de plus faux.

À l'université uniquement, les provinces canadiennes où les frais de scolarité sont élevés n'auraient pas de retard quant au taux de fréquentation. Ce seul indice est très limité pour juger de la qualité et de l'accessibilité à l'université. Lorsqu'on regarde la provenance des étudiants et des étudiantes, il est clair que les jeunes issus de milieux nantis entrent beaucoup plus facilement à l'université. Aux États-Unis, prenez les diplômés du secondaire, de milieux pauvres ou riches, qui ont les notes pour entrer à l'université : quelques années plus tard, la participation à l'université sera deux fois plus élevée parmi les étudiants provenant du quintile supérieur que parmi ceux du quintile le moins favorisé.

La suite au verso.

D'autres textes sur l'accès à l'éducation et la gratuité scolaire dans le site.

Suite du texte de la première page.

Malgré les belles promesses des libéraux, le dégel ne parviendra pas à financer une hausse des prêts et bourses. Est-ce que les jeunes plus riches ont la capacité financière de payer des bourses à leurs camarades moins fortunés ? La hausse de frais de scolarité va se répercuter directement dans une croissance de l'endettement des étudiants moins riches, influençant leur parcours académique vers des formations payantes à court terme, encourageant le travail étudiant et l'abandon précoce des études. Avec l'expérience de la réforme des « 103 millions », qui peut croire que le Parti libéral a la légitimité de réformer quoi que ce soit à l'Aide financière aux études ?

L'abandon de l'égalité des chances

Pourquoi le gel de frais de scolarité dérange-t-il autant ? C'est parce qu'il garantit le principe d'universalité de l'éducation. Dans une société où les inégalités existent réellement, l'université peut être une institution qui favorise l'intégration à la citoyenneté. Au contraire, des politiques ciblées favorisent la ségrégation et un système d'éducation à deux vitesses. Par lâcheté face aux 20% des hauts salariés pour qui les réductions d'impôt sont bénéfiques, on laisse aux jeunes des classes moyennes et inférieures le loisir de se battre pour l'obtention de prêts et de bourses d'études.

On entend souvent : « Ce sont déjà les enfants des parents riches et éduqués qui vont à l'université. » Est-ce une raison pour abandonner les efforts pour les autres ? Si les futurs hauts salariés bénéficient de bas frais de scolarité, l'impôt sur le revenu a la mission d'aller récupérer ce « privilège » injustement accordé. Ce système universel a par contre un avantage : il ne fait pas de discrimination à l'entrée, pauvres ou riches, on peut y étudier.

On a l'impression de rêver à entendre tous ces chroniqueurs et ces éditorialistes applaudir au dégel des frais de scolarités. Eux qui ont étudié à une époque où les études universitaires étaient quasi gratuites, eux qui ont obtenu une carrière d'intellectuels grâce à leur diplôme universitaire. Une fois qu'ils sont montés dans l'arbre en premier, ils veulent tirer l'échelle derrière eux.

L'éducation : un investissement ?

L'université n'est pas uniquement un méga-centre de formation. Elle n'est pas un marché où l'on choisit des diplômes comme des placements à terme. Le rendement monétaire d'un diplôme universitaire devrait bien être la dernière chose à laquelle un étudiant pense afin de choisir un programme universitaire. En égoïste, l'étudiant compare ses frais à son futur salaire. Tout le savoir universitaire, des centaines d'années de connaissance scientifique, une institution collective, tout cela résumé à « un gros salaire ».

L'université forme des professionnels qualifiés qui contribuent à la productivité économique. Mais limiter son rôle à cela est bien trop simple. Il se trouve que l'université s'est mise à la course au marché privé. Tel un âne qui court après la carotte au bout du bâton que tient son cavalier, l'université s'acharne à rattraper « l'économie du savoir ». Les contenus des cours et les perspectives de recherche n'ont jamais été aussi orientés par l'intérêt de l'entreprise privée. L'université peine à sauvegarder son sens critique, son indépendance et son autonomie, qui sont pourtant au fondement même de son existence.

Pour toutes ces raisons, non seulement le gel des frais de scolarité doit se maintenir, mais ce gel constitue aujourd'hui un rempart bien mince contre la logique du profit. L'insertion dans la Loi du principe de gratuité scolaire serait une bien meilleure politique. Cela forcerait les gouvernements à assumer leur rôle démocratique : celui de garantir la qualité de l'université et de s'assurer de la participation de tous et toutes. Le seul dégel des frais de scolarité acceptable est un dégel *vers le bas*.

***Presse-toi à gauche !*, c'est d'abord le projet de faire vivre sur Internet une agora et une tribune pour la gauche en marche du Québec.** C'est ensuite une conception du journalisme : « un journalisme engagé », tout à la fois rigoureux et pluriel, mais qui n'hésite pas -loin de toute pseudo-objectivité— à prendre parti, en gardant pour boussole les possibles que recèle la situation politique d'aujourd'hui. C'est enfin un réseau de collectifs militants qui cherchent à faire connaître et à développer Presse-toi à gauche !

Toutes les contributions sont les bienvenues ! Bonne campagne électorale !